

ché ces dernières semaines face à la pandémie de Covid-19. Cette crise sanitaire a rappelé le devoir premier de tout Etat digne de ce nom: garantir la santé et la sécurité de sa population, quitte à mettre à l'arrêt l'économie. Quand il est question de vie ou de mort, les dirigeants ont montré qu'ils étaient capables, dans un sens autoritaire s'il le faut, d'imposer des décisions draconiennes et immédiates, tout en débloquent des immenses gigantesques. Les habitants les ont suivis quasiment les yeux fermés, malgré le sacrifice temporaire d'une partie de leurs libertés et droits individuels.

La seule pollution atmosphérique coûte 1,1 million de vies chaque année dans le monde

Cette mobilisation des gouvernements dans l'urgence est l'une des rares «bonnes nouvelles» de la crise actuelle. Il aura fallu attendre qu'un prétendu mangeur de pangolin contamine la planète pour voir les Etats prendre enfin leurs responsabilités quand un danger naturel légal fait irruption. Exactement ce qui est attendu d'eux face à la mutation climatique. Leur réponse radicale à la pandémie a réussi en quelques semaines là où toutes les mesures prises ces dernières années par la communauté internationale ont échoué: une chute spectaculaire des émissions de CO₂. La preuve que malgré toute la bonne volonté collective et individuelle au sein de la société civile, y compris de certaines entreprises privées, seules

des mesures imposées par le haut permettront de limiter la hausse des températures sur la planète.

Cette crise du Covid-19 ouvre ainsi de nouvelles perspectives sur notre combat face au dérèglement climatique. L'argument sanitaire est actuellement celui qui résonne le plus fort auprès de la population et de leurs dirigeants. Faut-il rappeler que la seule pollution atmosphérique coûte 1,1 million de vies chaque année dans le monde, selon l'OMS contre 171 000 morts attribués au coronavirus jusqu'à hier? Et on ne parle pas des décès liés à la malaria, au choléra, à la malnutrition, à la canicule, à la désertification et autres fleaux aggravés par les émissions de CO₂.

Imaginez la présidente de la Confédération Simometta Sommaruga annoncer aux Suisses, face caméra, un nouveau régime bas carbone dans les semaines à venir:

quotas annuels de viande et de kilomètres pour les voitures à essence, interdiction du chauffage à mazout et du plastique jetable... Impensable? Ces mesures seraient pourtant davantage justifiées du point de vue sanitaire que le confinement de la population destiné à endiguer le Covid-19.

Les scientifiques écoutés

Autre avancée issue de cette crise du coronavirus: les gouvernements écoutent enfin les scientifiques – même s'il y a des voix discordantes parmi eux. Ils sont autant les vigies que les secouristes à chaque catastrophe liée au vivant. Les dirigeants prennent conseil auprès des chercheurs, des épidémiologistes ou des mathématiciens pour endiguer la pandémie. Cette expertise scientifique pesera-t-elle davantage dans les prises de décision politiques pour passer à une économie sans carbone?

Les gouvernants ont adopté une posture déterminée et prudente, parce qu'ils ont été réveillés par la peur de l'inconnu, ce virus sorti de nulle part. La peur est bonne conseillère si elle est saine et positive, si elle mène à une conscience aiguë du risque de disparition de notre espèce et pousse à l'action. Tant que cette heuristique de la peur prônée par le philosophe Hans Jonas fait défaut, beaucoup restent ronds dans le déni ou l'indifférence face au réchauffement de la planète. Car celui-ci est encore pour eux une menace abstraite qui se produit chez les autres. Et loin dans le temps. Pas de quoi créer de sentiment d'urgence chez les politiques qui ne raisonnent qu'à court terme, tandis que le Covid-19, c'est ici et maintenant.

Et il ne faut pas attendre qu'il appartienne au passé pour entreprendre une profonde transforma-

Quand il est question de vie ou de mort, les dirigeants ont montré qu'ils étaient capables de prendre des décisions draconiennes. Les habitants les ont suivis quasiment les yeux fermés.

Keystone

tion de nos vies et de nos sociétés. Après l'occasion gâchée de la crise de 2008, ce séisme sanitaire représente une opportunité inespérée pour négocier la transition vers les énergies propres via des plans de relance de l'économie. Pour sortir d'un schéma dépassé: extraire, produire, consommer et jeter. Pour repenser notre manière de vivre avec la terre et de cohabiter avec les autres espèces vivantes. En clair, pour que le retour à la normale ne soit pas un retour dans le passé.

L'homme sera-t-il capable de faire sa révolution? Ou la nature le forcera-t-elle, que ce soit d'autre virus ou les événements climatiques toujours plus violents et fréquents? Il doit agir comme l'hôte et non plus comme le propriétaire des lieux, au risque de devenir à son tour une espèce menacée. Le Covid-19, c'est la piqûre de rappel en attendant le vaccin. ➤ THIERRY JACOLET

